

Annexe D – Clauses fournissant de l'information sur le processus sur l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

Faisant partie de la Demande de Prix :

1 - Entente de non-divulagation

En soumettant une réponse, le soumissionnaire accepte les modalités de l'entente de non-divulagation ci-dessous (l'« **entente de non-divulagation** »).

- a. Le soumissionnaire accepte d'assurer la confidentialité de toute information qu'il reçoit du Canada au sujet de l'évaluation qu'a faite ce dernier de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement fournie par le soumissionnaire (l'« **information sensible** »), y compris, sans toutefois s'y limiter, les aspects de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement qui soulèvent des préoccupations, et les raisons qui ont mené aux interrogations du Canada à cet égard.
- b. L'information de nature sensible comprend, notamment, les documents, les instructions, les directives, les données, le matériel, les conseils ou les autres renseignements, quels qu'ils soient, fournis de vive voix, par écrit ou autrement, et ce, peu importe que cette information soit classifiée, exclusive ou sensible.
- c. Le soumissionnaire convient de ne pas reproduire, copier, divulguer, publier ou communiquer, en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit, de l'information de nature sensible à l'intention d'une autre personne qu'un employé du soumissionnaire détenant une habilitation de sécurité correspondant à la sensibilité de l'information consultée, sans le consentement écrit préalable de l'autorité contractante. Le soumissionnaire accepte d'aviser immédiatement l'autorité contractante dès qu'une personne, autre que celles autorisées aux termes du présent article, accède à de l'information sensible.
- d. Toute l'information sensible demeurera la propriété du Canada et doit être retournée à l'autorité contractante ou détruite, selon le choix et à la demande de cette dernière, dans les 30 jours suivant cette demande.
- e. Le soumissionnaire est conscient qu'un manquement à la présente entente de non-divulagation peut entraîner sa disqualification à l'étape de la demande de propositions (DP), ou une résiliation immédiate du contrat subséquent. Le soumissionnaire reconnaît également que toute violation de cette entente de non-divulagation peut entraîner un examen de sa cote de sécurité ainsi qu'un examen de son statut en tant que soumissionnaire admissible pour d'autres besoins.
- f. La présente entente de non-divulagation demeure en vigueur indéfiniment.

2- Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

a. Définitions

i. Les termes et les expressions utilisés dans le présent processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement sont définis comme suit :

- (a) « **Nom du FEO** » désigne le nom du fabricant d'équipement d'origine (FEO) du produit commandé.

- (b) « **Numéro DUNS du FEO** » désigne le Data Universal Numbering System (DUNS) ou système de numérotation universel des données. Il s'agit d'un numéro unique à neuf chiffres attribué à chaque emplacement physique d'une entreprise. Il s'agit d'une norme mondiale utilisée pour déterminer la cote de crédit d'une entreprise. Si l'entreprise n'a pas de numéro DUNS, ou si vous êtes incapable de le trouver, saisissez les renseignements demandés dans la section « C – Renseignements sur la propriété ». Les renseignements sur la propriété incluent les cinq principaux (en pourcentage) investisseurs et propriétaires de l'entreprise. Le nom des investisseurs et des propriétaires doit être tiré des documents d'investissement ou de propriété de l'entreprise en question.
- (c) **Nom du produit** désigne le nom du produit du FEO.
- (d) **Numéro de modèle** désigne le numéro de modèle et/ou de version du produit du FEO.
- (e) **Information sur la vulnérabilité** désigne l'information concernant les cinq derniers problèmes de sécurité signalés pour le produit. Si le FEO a publié l'information sur le site Web CVE, indiquez les numéros CVE en les **séparant avec des points-virgules (;)**. Si ce n'est pas le cas, vous devrez communiquer directement avec le FEO pour obtenir des renseignements sur la vulnérabilité en matière de sécurité et les transmettre au Centre canadien pour la cybersécurité (CCC). Si c'est le cas pour un produit particulier, inscrivez « voir les renseignements ci-joints » dans le ou les champs appropriés.
- (f) **Nom du fournisseur** désigne le nom du fournisseur (sous-traitant, revendeur, distributeur, etc.) du produit commandé. Ce point comprend toute entité commerciale participant à la production des produits ou des services pour aider à répondre aux exigences de l'appel d'offres.
- (g) **Numéro DUNS du fournisseur** : déjà expliqué.
- (h) **URL du fournisseur** désigne l'URL de la page Web du fournisseur du produit.
- (i) **Propriété** désigne les cinq principaux (en pourcentage) propriétaires du FEO ou du fournisseur. Le nom des propriétaires doit être tiré des documents de propriété de l'entreprise en question.
- (j) **Investisseur** désigne les cinq principaux (en pourcentage) investisseurs du FEO ou du fournisseur. Le nom des propriétaires doit être tiré des documents d'investissement de l'entreprise en question.
- (k) **Dirigeants** désigne les cadres supérieurs et les membres du conseil d'administration de l'entreprise en question.
- (l) **Pays/nationalité** désigne le pays correspondant à la nationalité principale de la personne en question ou le pays dans lequel la personne morale est enregistrée.
- (m) **Lien vers le site Web de l'entreprise** veut dire que pour chaque nom de FEO ou de fournisseur, propriété, investisseur et dirigeant énuméré ci-dessus, il faut fournir une adresse URI ou URL menant vers les renseignements qui appuient les éléments énumérés dans chacun des champs.
- (n) **Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA)** désigne tout renseignement que le Canada peut exiger du soumissionnaire ou de l'entrepreneur pour effectuer une évaluation complète de la sécurité de l'ISCA au cours du processus d'ISCA.

b. Exigences obligatoires en matière de présentation des qualifications

À la date de clôture de la demande de propositions, les soumissionnaires doivent soumettre l'ISCA suivante avec leur réponse :

- i. **La liste des produits de TI** : Les soumissionnaires doivent indiquer les produits qui pourraient servir à transmettre et à stocker les données du Canada, ou qui pourraient être utilisés ou installés par le soumissionnaire ou l'un de ses sous-traitants pour effectuer toute partie des travaux, ainsi que les renseignements suivants concernant chaque produit :

- (a) **Nom du FEO;**
- (b) **Numéro DUNS du FEO;**
- (c) **Nom du produit;**
- (d) **Numéro de modèle;**
- (e) **Information sur la vulnérabilité.**

Les soumissionnaires sont tenus de fournir l'information sur les produits de TI pour leur solution proposée à la *page B – Liste des produits de TI*. Les soumissionnaires doivent en outre insérer une ligne distincte pour chaque produit. On demande aux soumissionnaires de ne pas répéter des itérations multiples du même produit (c.-à-d., si le numéro de série ou la couleur sont les seules différences entre les deux produits, ils sont considérablement le même produit en ce qui a trait au processus d'évaluation de l'ISCA).

- ii. **Renseignements sur la propriété** : Il n'est nécessaire de saisir les renseignements demandés dans la section « C – Renseignements sur la propriété » que si un numéro DUNS ne peut être fourni pour le FEO et/ou le fournisseur.

- (a) Nom du fournisseur;
- (b) Numéro DUNS du fournisseur;
- (c) URL du fournisseur;
- (d) Propriété;
- (e) Investisseurs;
- (f) Dirigeants;
- (g) Pays/nationalité;
- (h) Lien vers le site Web de l'entreprise.

c. Évaluation de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA)

- i. Le Canada déterminera si, à son avis, l'ISCA donne lieu à la possibilité que la solution du soumissionnaire compromette ou serve à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant.
- ii. Pour ce faire :
 - (a) Le Canada peut exiger du soumissionnaire des renseignements supplémentaires nécessaires pour effectuer une évaluation complète de l'ISCA. Le soumissionnaire disposera de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, la réponse sera rejetée.
 - (b) Le Canada peut confier l'évaluation à ses propres ressources ou à des experts-conseils et peut, au besoin, se procurer des renseignements supplémentaires auprès de tiers. Il peut utiliser tout renseignement se trouvant dans la réponse, ou provenant d'une autre source, qu'il juge utile pour effectuer une évaluation complète de l'ISCA.
- iii. Si le Canada juge que des aspects de l'ISCA, si celle-ci fait partie d'une solution, donnent lieu à la possibilité que la solution du soumissionnaire compromette ou serve à

compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant :

- (a) Le Canada avisera le soumissionnaire par écrit (par courriel) et indiquera quel aspect de l'ISCA est préoccupant ou est impossible à évaluer (par exemple, des versions futures proposées de produits ne peuvent être évaluées). Tous les renseignements supplémentaires que le Canada pourrait être en mesure de fournir au soumissionnaire au sujet de ses préoccupations dépendront de la nature de celles-ci. Pour des raisons de sécurité nationale, il ne sera pas toujours possible pour le Canada de fournir des renseignements supplémentaires au soumissionnaire. Par conséquent, dans certaines circonstances, le soumissionnaire ne connaîtra pas les raisons sous-jacentes des préoccupations du Canada à l'égard d'un produit, d'un sous-traitant ou d'autres aspects de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement du soumissionnaire.
 - (b) Après réception de l'avis du Canada, le soumissionnaire pourra présenter de l'information sur l'ISCA révisée dans un délai de 10 jours civils (ou dans un délai plus long indiqué par écrit par l'autorité contractante).
 - (c) Si le soumissionnaire présente de l'ISCA révisée dans le délai imparti, le Canada procédera à une deuxième évaluation. Si le Canada juge que des aspects de l'ISCA du soumissionnaire peuvent compromettre ou servir à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant, il n'offrira pas au soumissionnaire d'autre occasion de réviser son ISCA et rejettera sa réponse.
- iv. En participant à ce processus, le soumissionnaire reconnaît que la nature de la technologie de l'information est telle que de nouvelles vulnérabilités, y compris celles liées à la sécurité, sont constamment découvertes. En outre, le soumissionnaire reconnaît que l'évaluation de sécurité du Canada ne couvre pas l'évaluation d'une solution logicielle proposée. Par conséquent :
 - (a) une qualification dans le cadre de la DP ne constitue pas une reconnaissance que les produits ou d'autres renseignements inclus dans l'ISCA satisfont aux exigences de la demande de soumissions subséquente et de tout contrat en découlant ou de tout autre instrument pouvant être attribué à la suite d'une demande de soumissions subséquente;
 - (b) une qualification dans le cadre de la DP ne signifie pas que de l'ISCA identique ou semblable sera évaluée de la même façon pour de futurs besoins;
 - (c) à tout moment au cours du processus de demande de soumissions subséquent, le gouvernement du Canada peut aviser le soumissionnaire que des aspects de l'ISCA font l'objet de préoccupations en matière de sécurité. À ce stade, le Canada avisera le soumissionnaire et lui offrira l'occasion de réviser son ISCA, en suivant le processus décrit ci-dessus;
 - (d) au cours de l'exécution d'un contrat subséquent, si le Canada est préoccupé par des produits, des conceptions et des sous-traitants compris initialement dans l'ISCA, il gèrera ses préoccupations conformément aux modalités du contrat.
- v. Tous les soumissionnaires seront avisés par écrit s'ils se sont ou non qualifiés dans le cadre de la DP pour passer à l'étape suivante du processus d'approvisionnement.
- vi. Les soumissionnaires retenus dans le cadre de la DP devront, dans leur réponse à une demande de soumissions subséquente, proposer une solution conforme à la version définitive de l'ISCA qu'ils ont transmise avec leur réponse à la DP (sous réserve de révision conformément au paragraphe ci-dessous seulement). En dehors du paragraphe ci-dessous, aucun produit ou sous-traitant supplémentaire ou de remplacement ne peut être proposé dans la solution du soumissionnaire. Il s'agit d'une exigence obligatoire du présent processus de demande de soumissions. La solution proposée dans toute

demande de soumissions subséquente n'a pas à contenir tous les produits inclus dans l'ISCA définitive.

- vii. Une fois qu'un soumissionnaire a été retenu dans le cadre de la DP, aucune modification ne peut être apportée à l'ISCA, sauf dans des circonstances exceptionnelles déterminées par le Canada. Comme il n'est pas possible de prévoir toutes les circonstances exceptionnelles, le Canada, pour chacun des cas qui se présentent, déterminera si des modifications sont permises et définira le processus régissant ces modifications.

Onglet A – Couverture formulaire 2 ISCA

Supply Chain Security Information (SCSI) Vendor Submission Form



PART A - BIDDER INFORMATION	
Procurement Name:	
Date submitted:	
Solicitation Number:	
Bidder Name:	
Bidder DUNS Number:	

PART B - PRODUCT LIST	
CLICK HERE TO ADD ITEMS +	

PART C - OWNERSHIP INFORMATION	
CLICK HERE TO ADD ITEMS +	

Please save this form only in Excel format before submitting. Please do not use other formats.

Onglet B – Liste des produits de TI

Item	OEM Name	OEM DUNS Number	Product Name	Model / Version	Product URL	Vulnerability Information	Supplier Name	Supplier DUNS Number	Supplier URL	Additional Information
1										
2										
3										
4										
5										

Onglet C – Renseignements sur la propriété

Item	OEM or Supplier name	Ownership	Investors	Executives	Country / Nationality	Corporate website link
1						
2						
3						

Voir aussi: Sous Annexe I – Clause subséquent au contrat (voir 6. Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement)